

## Annexe 2

### Questions-réponses de Arnaud Zacharie

1. Pensez-vous que l'aide au développement est réellement utile pour les pays qui la reçoivent ?

L'aide au développement est généralement utile pour les pays bénéficiaires, à condition toutefois que son allocation et que son utilisation respecte des critères d'efficacité, à commencer par le fait d'allouer une aide en cash et alignée sur les objectifs de développement des pays bénéficiaires.

2. Estimez-vous que l'aide au développement puisse avoir des conséquences négatives sur les pays aidés ?

L'aide peut avoir un effet négatif lorsqu'elle crée des liens de dépendance et qu'elle répond aux intérêts des bailleurs plutôt que des populations des pays bénéficiaires.

3. Si conséquences négatives il y a, est-ce qu'elles sont prévisibles ? Si oui, comment pourrait-on les éviter ?

Les critères d'efficacité et donc, *a contrario*, les causes d'une aide inefficace sont connus, le problème est toutefois que l'aide ne peut être isolée de l'ensemble des relations sociales, économiques et politiques. Cela signifie que l'impact de l'aide subit de nombreuses interférences dont les effets peuvent se révéler contre-productifs. Par exemple, une aide efficace permettant de développer l'agriculture familiale dans un pays pauvre peut être contrecarrée par des accords de commerce mettant cette agriculture familiale en concurrence déloyale avec les firmes agro-industrielles des pays donateurs.

4. Comment offrir une aide au développement à bon escient ?

Une aide efficace est une aide disponible pour soutenir des stratégies de développement appropriées par les pays et les populations bénéficiaires et renforcées par des politiques internationales qui renforcent les objectifs de développement – plutôt que les contrecarrer.

5. Pensez-vous que l'aide au développement est négative uniquement à cause des dirigeants sur place (corruption, détournement de l'aide ...) ?

Non, car l'aide peut se révéler inefficace à cause de mesures prises par les pays donateurs : aide non disponible en cash, liées à des conditionnalités contre-productives ou aux intérêts commerciaux des pays donateurs, fragmentée entre divers bailleurs mal coordonnés, voire des coupes budgétaires impliquant l'abandon pur et simple de projets en cours.

6. Selon vous, l'aide publique au développement renferme-t-elle des intérêts cachés ? Qu'en est-il plus particulièrement de l'aide apportée à la RD Congo ?

Contrairement à une idée fausse, l'aide au développement n'est pas une simple question technique, mais un enjeu éminemment politique. Elle est donc par nature liée aux intérêts politiques et économiques des bailleurs de fonds. C'est d'ailleurs un fait assumé par les

bailleurs émergents du Sud comme la Chine, qui prône des partenariats « gagnant-gagnant » où elle assume clairement vouloir s'enrichir en même temps que les pays bénéficiaires de son aide. C'est une rupture par rapport au discours prétendument désintéressé des bailleurs occidentaux.

7. Selon vous, les enjeux cachés seraient-ils d'ordre géopolitique ?

Notamment, mais pas uniquement, car ils sont aussi économiques.

8. Un pays d'Afrique pourrait-il légitimement décider de mettre fin à l'aide au développement dans son propre intérêt ?

Oui bien sûr, il existe des cas dans l'histoire récente de gouvernements du Sud refusant une aide, soit parce qu'elle ne correspond pas à la stratégie de développement de ce gouvernement, soit parce que ce gouvernement souhaite couper les liens diplomatiques avec un ou plusieurs pays donateurs. Dans le premier cas, c'est souvent bon signe, car cela signifie que le pays en développement a une stratégie claire de développement, dans le second, c'est souvent le mauvais signe que le gouvernement du Sud s'isole diplomatiquement suite à la violation de la Constitution ou à la répression de sa propre population.

9. Que pensez-vous de la présence des ONG en Afrique ? Pensez-vous qu'elles sont les chevaux de Troie des gouvernements des pays dont elles sont issues ? Est-ce possible qu'elles ne subissent aucune influence du pays d'où elle provient ?

Il existe trois grandes écoles d'ONG qui se distinguent dans leur relation avec l'Etat où elles ont leur siège social. Un modèle dit « rhéno-scandinave » est constitué d'ONG qui entretiennent des relations étroites avec leurs Etats (par exemple en Suède et au Danemark). Dans ces pays, une forte proportion de l'aide publique au développement (APD) transite par les ONG. Le modèle dit « anglo-saxon » reproduit un schéma économique et de gouvernance issu du modèle néolibéral, fait d'une certaine défiance à l'égard du rôle de l'Etat, sans pour autant exclure un fort patriotisme. Enfin, dans le modèle dit « méditerranéen », les ONG se positionnent comme des outils de contre-pouvoir par rapport au gouvernement de leur pays. Les ONG françaises et belges s'inspirent plutôt de ce modèle, hérité des thèses d'Alexis de Tocqueville au 19<sup>ème</sup> siècle.

10. D'après vous, quelles sont les raisons de la présence chinoise en Afrique ? (En matière d'APD, de coopération, d'ONG, etc)

Il y a trois objectifs : l'approvisionnement en ressources naturelles, de nouveaux débouchés commerciaux et le soutien des pays africains pour une Chine unique à l'ONU (afin de marginaliser Taiwan).

11. Pensez-vous que la Théorie des trois mondes est une raison de la présence chinoise en Afrique ?

Ce n'est pas une motivation fondamentale, la Chine est avant tout motivée par la pérennisation de son processus de développement, afin de devenir un pays industrialisé et une puissance mondiale.

12. En rapport avec ceci, pensez-vous que la Chine est encore un pays sous-développé ?

La Chine est un pays en développement, qui se situe aux alentours de la 70<sup>ème</sup> place mondiale au classement de l'IDH, mais c'est aussi la première économie mondiale en termes de PIB en parité de pouvoir d'achat. Le défi de la Chine consiste à passer outre la trappe des pays à revenu intermédiaire pour sortir définitivement de la catégorie des pays en développement et devenir une économie de marché industrialisée et dotée d'une véritable classe moyenne, afin de réorienter son modèle de développement vers le marché intérieur.

13. Pensez-vous que grâce à l'aide au développement, la Chine pourra prendre encore plus d'importance sur la scène mondiale ?

La Chine a bénéficié d'une importante aide jusque récemment, mais elle est désormais un bailleur émergent qui pèse de plus en plus dans les pays en développement et qui ne nécessite plus d'aide pour financer son processus de développement.

14. La Chine serait-elle différente par rapport aux pays occidentaux dans sa pratique de l'aide au développement ? Plus avantageuse ou non pour les pays en développement ?

Contrairement à la coopération Nord-Sud traditionnelle, dont l'approche « charitable » se fonde sur une aide conditionnée, destinée en priorité aux secteurs sociaux et considérée comme un vecteur en soi de développement, la coopération Sud-Sud de la Chine adopte une approche « gagnant-gagnant » fondée sur une aide sans condition, destinée prioritairement aux secteurs productifs et considérée comme un simple catalyseur d'autres flux de commerce et d'investissement.

Pour les pays bénéficiaires, l'avantage est qu'elle permet une diversification et une augmentation des sources de financement du développement, qu'elle est allouée sans condition macroéconomique ou politique et qu'elle est destinée aux infrastructures et aux secteurs productifs. Le désavantage est qu'elle est allouée dans le cadre de packages financiers complexes et qu'elle reproduit l'échange inégal du commerce Nord-Sud : la Chine exporte des produits manufacturés à forte valeur ajoutée, tandis que l'Afrique et l'Amérique latine reste spécialisées dans l'exportation de matières premières à faible valeur ajoutée.